

Les subsides

M. McDermid: Est-ce que vous le déchiriez?

Mme Dewar: Non, nous ne l'avons pas vu. On ne déchire pas l'air. Le texte final . . .

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je dois interrompre la députée, le temps des questions et des observations est épuisé. Reprise du débat: la ministre d'État à la privatisation (M^{me} McDougall).

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires)): Madame la Présidente, je voudrais rappeler avant tout, étant donné la nature du débat, que je suis chargée de la condition féminine.

Je dois signaler aussi un fait plutôt curieux. La députée a fait un discours de 20 minutes sans faire grand cas des femmes. Elle a beaucoup parlé de consultation. Réglons d'abord cette question. Il n'y a pas eu de consultations sur l'Accord de l'automobile, ni pour les négociations de Tokyo, ni pour les négociations Kennedy. La Commission Macdonald a beaucoup étudié le libre-échange qui fait partie . . .

Mme Mitchell: Qu'en disent les femmes?

Mme McDougall: J'y arrive, car la question est importante. Je me suis entretenue avec les femmes et je parlerai des débouchés qui s'offriront à tous les Canadiens, hommes et femmes. Mon parti et les Canadiennes ont foi dans les possibilités de croissance. On ne peut pas en dire autant du NPD.

Cet accord a pour objectif de préparer le Canada à entrer dans le XXI^e siècle, de veiller à ce que nos industries croissent à partir de leur base canadienne, d'encourager les investissements nouveaux, canadiens aussi bien qu'étrangers, dans des entreprises canadiennes de calibre mondial, de constituer un cadre de coopération pour nos relations avec notre principal partenaire commercial et de créer un précédent bilatéral utile dans les négociations multilatérales. Tout cela est excellent pour les femmes.

[Français]

Le fait de reconnaître que le commerce entre le Canada et les États-Unis doit être régi par une réglementation et non par des politiques constitue l'élément clé de cette Entente. L'instauration d'un comité conjoint canado-américain, qui agira à titre de cour d'appel obligatoire pour régler les litiges commerciaux, et l'engagement à négocier de nouvelles législations commerciales au cours des cinq prochaines années, rassureront les investisseurs et les gens d'affaires des deux pays à la fin de ce siècle et pour le prochain siècle.

Si cette Entente reconnaît une certaine forme d'interdépendance économique, elle n'en respecte pas moins nos dissimilarités sociales et politiques. Le premier ministre (M. Mulroney) a établi d'importants principes pour guider l'accord dès le début des négociations, et notre souveraineté politique, notre réseau de programmes sociaux, notre lutte contre les disparités régionales, notre identité culturelle distincte, notre caractère linguistique spécial constituent l'essence même de notre pays et ne sauraient faire l'objet de négociations.

Ces engagements, le premier ministre les avait déjà pris avant que ne débutent les négociations et ils furent remplis. Les conclusions de l'Accord démontrent que les craintes non fondées de certains adversaires qui soutenaient que la libéralisation de notre commerce menacerait nos institutions, nos programmes qui aident à définir notre authenticité canadienne,

aucun de ces programmes n'a fait l'objet de négociations ou de modifications pour en arriver à un accord de libre-échange.

● (1140)

[Traduction]

Depuis la signature de l'accord, l'opposition présente aux Canadiens toutes sortes de mythes contradictoires sur la teneur du document. Il n'est que 11 h 40, et nous en avons déjà entendu un bon nombre. Il y en a qui s'alarment et parlent de conséquences tragiques pour les Canadiens ordinaires, surtout pour les femmes. Cela ne tient pas debout. Je vais rétablir les faits.

Des voix: Bravo!

Mme McDougall: Le Canada est un pays commerçant. Il l'est depuis le tout début. Et pas moins de 80 p. 100 de toutes ses exportations prennent la direction des États-Unis. Une partie de la croissance de nos échanges avec les Américains s'est faite pendant que le parti d'en face s'efforçait d'élargir nos échanges multilatéraux, sans grand succès, dois-je dire. Nous poursuivons ces efforts.

L'emploi de centaines de milliers de femmes dépend directement ou indirectement de nos débouchés sur le marché américain. Un accès sûr et permanent à ce marché donnera au Canada de meilleures possibilités de croissance économique et de création d'emplois. En effet, c'est là l'essentiel de la question : des emplois pour les Canadiens, hommes et femmes. Notre productivité progressera grâce à de meilleures économies d'échelle, puisque nous aurons libre accès à un marché de 270 millions de personnes. Dans cette hypothèse, la rémunération sera également à la hausse. C'est toujours ce qui s'est produit lorsque les possibilités commerciales se sont accrues, et les femmes auront donc des salaires plus intéressants.

Permettez-moi de dire un mot d'un mythe répandu en Ontario. Le gouvernement de cette province a publié une étude consacrée aux répercussions du libre-échange sur les femmes. Une journée avant la publication de cette étude, un des quotidiens de Toronto publiait en première page un article disant que le rapport de l'Ontario prévoyait que 100 000 femmes perdraient leur emploi en raison du libre-échange. C'est pas mal effrayant, je vous le concède, mais c'est également inexact. Il faut prendre le temps de regarder ce que dit le rapport et comment on est parvenu à cette conclusion. Nous l'avons examiné de près et l'étude ne corrobore pas la conclusion. Vous vous rappelez de vos cours de géométrie à l'école secondaire où il vous fallait une conclusion. Ce rapport va de l'hypothèse à la conclusion sans démonstration.

Le rapport ne dit pas que 100 000 femmes perdront leur emploi en raison du libre-échange, mais que 100 000 femmes travaillent dans le secteur manufacturier en Ontario, un secteur sensible aux réductions des barrières douanières. L'étude porte notamment sur la chaussure, les textiles et le vêtement parce que ces domaines sont protégés par des droits élevés. D'accord! Ce qu'il ne dit pas, c'est que l'on ne diminue pas les droits de douane contre les pays à main-d'oeuvre bon marché, d'où vient l'essentiel de la concurrence pour les sociétés canadiennes. C'est très important, car nos concurrents ne sont pas aux États-Unis, mais ailleurs au monde.